



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DE L'ÉNERGIE,
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA MER
en charge des Technologies vertes et des Négociations sur le climat

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Languedoc-Roussillon

Nîmes, le 15 avril 2010

INSTALLATIONS CLASSEES

OBJET : Déclaration de modification d'activité.

DESIGNATION DE L'EXPLOITANT

SA LASSARAT SUD EST
14, 16 rue Eugène Thepot BP 1101
76063 LE HAVRE CEDEX

ETABLISSEMENT CONCERNE

Atelier de traitements de surfaces
ZI plateau de Signargues - RN 100 DOMAZAN

RAPPORT AU CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES

1 RAPPEL DES FAITS.

Par courrier en date du 8 avril 2010, adressé à la préfecture du Gard, M. LACOUR Maxime, directeur qualité sécurité hygiène et environnement (QSHE) de la **SA LASSARAT SUD EST** déclaré, conformément aux dispositions de l'article R 512-33 du code de l'environnement, la mise en place d'une nouvelle activité temporaire sur le site de DOMAZAN.

Il s'agit de la mise en place d'un atelier temporaire de décapage de peintures par projection d'eau à ultra haute pression (UHP), par lance manuelle à 2 500 bars.

L'atelier doit traiter des éléments métalliques de barrages (batardeaux) contenant de la peinture amiantée, pour une période de 10 mois.

A l'appui de la déclaration est joint un dossier technique précisant les aménagements de l'atelier, les impacts environnementaux du projet, les dangers propres à l'installation, les plans de l'atelier et les caractéristiques des filtres à air.

Le présent rapport est établi en vue d'examiner les suites à donner à la déclaration de l'exploitant.

2 RENSEIGNEMENTS SUR L'ETABLISSEMENT.

La société initialement dénommée SA H.T.P. est installée en Z.I. de Domazan depuis 1989. L'entreprise a connu, depuis sa création, une progression constante de son activité, initialement limitée au sablage, à la métallisation par projection à chaud et à la peinture par pulvérisation.

Aujourd'hui, l'établissement fait partie du groupe Philippe LASSARAT et emploie 70 personnes réparties, à parité, entre les chantiers extérieurs et les ateliers.

Son fonctionnement est réglementé par l'arrêté préfectoral N°99-017N du 10 février 1999 et par l'arrêté préfectoral complémentaire N° 07.103N du 1er octobre 2007.

Le changement d'exploitant a fait l'objet du récépissé de la préfecture du Gard en date du 11 mars 2009.

L'établissement est installé en Z.I. en bordure de la RN 100.

Il est entouré de bâtiments à usage industriel ou commercial, hormis une habitation située à 30 m anciennement occupée par un artisan potier dont l'atelier est implanté à proximité.

Les autres habitations sont un mas à 450 m à l'est et une maison à 400 m à l'ouest. Il est à noter la présence d'un camping et d'un restaurant routier à 250 m.

Le site comporte 3 bâtiments distincts qui abritent les activités ci-après :

Bâtiment N°1.

- métallisation par projection à chaud de métal fondu
- pulvérisation de peintures dans deux cabines ventilées munies de filtres à l'émission

Bâtiment N°2

- sablage et grenaillage dans deux cabines équipées de filtres pour l'épuration de l'air extrait
- magasin de préparation et de stockage de peintures
- pulvérisation de peintures sous hangar fermé, pour les pièces de grandes dimensions

Bâtiment N° 3.

- nettoyage chimique des pièces métalliques en aciers inoxydables par opérations de décapage au trempé dans deux cuves de 45 m³ chacune et dégraissage et passivation par pulvérisation

3 NATURE DES MODIFICATIONS DECLAREES.

Les modifications portent sur la mise en place, sur une dalle en béton de 31 m x 10 m d'un bâtiment mobile de chantier de type BATEX/ALGECO d'une surface d'environ 310 m² qui accueillera l'installation de décapage UHP et ses équipements annexes (groupe UHP, centrale de filtration des eaux, stockage des déchets,...).

Le bâtiment servira de confinement pour l'ensemble des travaux de décapage. Des sas de communication permettront l'accès à la zone de travail et assureront la protection complète de l'environnement.

Le bâtiment mobile sera installé dans la partie nord du site, la plus éloignée de la maison d'habitation précitée (à environ 150 m) et à 41 m de l'atelier le plus proche de l'établissement.



L'installation comprendra également un compresseur thermique de 164 KW de puissance et une cuve de fioul domestique de 2³m

4 CLASSEMENT DES INSTALLATIONS.

Les installations du site, concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées, sont énumérées à l'article 1.4 de l'arrêté préfectoral du 10 février 1999 et reprises dans le tableau ci-après :

Désignation et importance de l'installation	Rubrique	Régime
Traitements chimiques des métaux pour le dégraissage, le décapage et la passivation Le volume des cuves de traitement mis en œuvre étant de 90 m³ (2 x 45 m ³).	2565.2.a	A
Revêtement métallique d'un matériau quelconque par pulvérisation de métal fondu.	2567	A
Emploi de matières abrasives pour le sablage et le grenaillage dans deux cabines de projection d'une puissance électrique de 50 KW (existante) et 41,4 kW (nouvelle) soit au total une puissance de 91,4 kW .	2575	D
Application de peintures par pulvérisation, à partir de - 1 cabine à plan aspirant - 1 cabine à surpression - 1 emplacement sous auvent La quantité maximale de produits susceptibles d'être utilisés étant de 200 kg/jour .	2940.2.a	A
Installation de compression d'air comprenant 4 compresseurs d'une puissance électrique absorbée totale de 140 kW .	2920.2.b	D
Stockage d'acétylène d'une capacité de 72,6 kg (66 m ³).	1418.3°	NC
Dépôt de peintures à base de liquides inflammables de ¹ ère catégorie d'un volume de 15 m³ .	1430.B et 253	D
Dépôt de solvant (Toluène) d'un volume de 1,6 m³ .	/	NC

La mise en service de l'activité de décapage UHP, modifie le classement du site comme il suit :

- Le décapage à l'eau à très haute pression ne relève pas d'une rubrique de la nomenclature.
- la mise en place d'un nouveau compresseur d'air de **164 KW** de puissance, conduit à une puissance totale installée de 384 kW. L'installation reste visée à la rubrique N° 2920-2-b, sous le régime de la déclaration (puissance < à 500 KW).
- La mise en place d'un réservoir de **2^e** de fioul n'augmente que faiblement la capacité équivalente du stockage de liquides inflammables de l'usine qui passe de **173 m³** à **177 m³**. Le stockage reste visé à la rubrique N° 1432-2-b, sous le régime de la déclaration (volume < à 100 m³).

Ainsi la nouvelle activité de décapage ne modifie pas le classement du site vis à vis des rubriques relevant du régime de l'autorisation.

5 EXAMEN DES IMPACTS LIES AUX MODIFICATIONS.



5.1 Pollution des eaux.

Le bâtiment comportera une arrivée d'eau pour le groupe hydraulique UHP de décapage et l'alimentation de la douche.

Le site est déjà muni d'un disconnecteur qui permet de supprimer le risque de retour d'eau polluée dans le réseau d'alimentation en eau potable communal.

Les eaux de décapage et de la douche seront récupérées à partir des cuvettes de rétention situées au niveau du sol du bâtiment pour être filtrées in situ et recyclées.

La centrale de filtration des eaux permet la réutilisation de l'eau dans le process de décapage.

La centrale comprend deux unités de filtration :

- un média filtrant à la maille de 15/20 microns
- une unité d'ultra filtration par passage au travers de résines échangeuse d'ions, de filtres à sable et de charbon actif, permettant une filtration finale à 5 microns

Il n'y aura donc pas de rejet d'eaux résiduelles lié à la nouvelle activité.

5.2 Pollution accidentelle des eaux.

Le nouveau stockage de fioul domestique sera aménagé en rétention étanche, permettant de contenir, en cas de fuite, la totalité du liquide contenu.

5.3 Pollution de l'air.

Le bâtiment de décapage sera complètement confiné et équipé de 6 extracteurs d'air munis de filtres permettant une filtration absolue de l'air rejeté à l'atmosphère et d'atteindre une concentration de zéro fibre d'amiante par litre d'air, à l'émission.

Préalablement au démarrage des opérations de décapage, l'étanchéité de la zone de travail sera vérifiée à l'aide du test dit de fumée.

Le débit d'extraction d'air est de 15 000 m³/h (6 x 2 500 m³/h). L'air extrait subira, au niveau de chaque extracteur, une filtration à 4 niveaux, comprenant :

- un filtre à rideau pour éliminer le brouillard d'eau
- un pré-filtre éphémère constitué de média-filtrant de type G4
- un filtre intermédiaire de type F7, constitué d'un ensemble filtrant multi-miniplis
- un filtre absolu de type H13 dont la filtration est absolue pour les fibres d'amiante

Les caractéristiques techniques du filtre absolu sont jointes au dossier. Ce filtre fait l'objet d'un certificat de test individuel qui garantit une efficacité de 99,994%. Le document est joint au présent rapport.

Au moment de la mise en service de l'installation, l'exploitant a prévu de faire réaliser une mesure des émissions à l'émission, au niveau du dernier étage de chaque filtre (6 mesures) afin de s'assurer de l'absence d'émission de fibre d'amiante et du respect de la performance annoncée. Le maintien des performances est obtenu par le remplacement des filtres selon la périodicité ci-après :



- pré-filtre éphémère : 2 fois par jour
- filtre F7 et filtre absolu H13 : en fonction de leur colmatage.

Il est à noter que le filtre F7 et le filtre absolu ne perdent pas de leur efficacité au cours du temps mais se colmatent progressivement. La vérification de ce colmatage est réalisée à partir d'un manomètre qui mesure la pression dans l'enceinte de travail et permet de décider du remplacement desdits filtres.

L'ensemble de ces changements est consigné sur une fiche spécifique de suivi qui sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les mesures ainsi prises permettent de garantir un confinement des opérations de décapage et l'absence d'émission à l'atmosphère de fibre d'amiante.

5.4 Nuisances sonores.

Les matériels bruyants seront installés à l'intérieur du bâtiment ou bien insonorisés, notamment pour le groupe UHP.

Le bâtiment mobile sera installé dans la partie nord du site, la plus éloignée de la maison d'habitation précitée, soit à environ 150 m.

Le niveau sonore de l'usine actuelle, en limite de propriété nord, est de 65 dB(A).

Le niveau sonore général après mise en service de la nouvelle activité, ne devrait pas, en limite de propriété, être modifié de manière significative.

5.5 Déchets

L'activité de décapage de peinture amiantée va générer des déchets contenant de l'amiante. Pour la durée du chantier, leur quantité a été estimée à 20 tonnes. Il s'agit :

- des protections individuelles et sous vêtements jetables
- des accessoires de filtration des eaux et de l'air
- des boues de peintures et de filtration

Les déchets seront enfermés dans un premier sac opaque référencé «**AMIANTE**», le sac sera ensuite amené dans le sas déchets pour décontamination de l'emballage par lavage de l'enveloppe, puis un deuxième opérateur extérieur à la zone de travail mettra le sac dans un deuxième sac transparent avec inscription de la présence d'amiante. L'ensemble des sacs sera conditionné dans des big-bags spécifiques amiante, conforme au règlement relatif au transport des matières dangereuses et stocké dans un endroit balisé à cet effet.

Ces déchets seront ensuite évacués vers le centre de stockage ultime de Bellegarde (classe 1), accompagnés des bordereaux de suivi de déchets dangereux contenant de l'amiante (BSDA).

Le mode de conditionnement, de gestion, de transport et d'élimination des déchets amiantifères répond aux dispositions du décret N°2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de



traitement des déchets et de la circulaire n° 96-60 du 19/07/96 relative à l'élimination des déchets générés lors des travaux relatifs aux flocages et aux calorifugeages contenant de l'amiante dans le bâtiment.

5.6 Transports

L'impact sur le trafic routier sera limité aux camions prévus pour l'apport et le départ des pièces.

5.7 Impact sanitaire .

Compte tenu des mesures prises pour le traitement des eaux, de l'air et la gestion des déchets, il ne devrait pas y avoir d'émission de fibres d'amiante dans l'environnement du site de l'atelier.

En conséquence le volet sanitaire du dossier conclut que la nouvelle installation, mise en place pour une période de moins d'un an, ne devrait pas modifier l'impact sanitaire du site.

Cet impact a été évalué au mois de juin 2007 et complété en juillet 2008, lors de l'établissement du bilan décennal.

5.8 Risques d'incendie et d'explosion.

La nouvelle activité de décapage met simplement en œuvre de l'eau à très haute pression.

Elle ne conduit pas à remettre en cause les conclusions de l'étude de dangers réalisée dans le cadre de l'instruction de la demande d'autorisation initiale.

6 AVIS DE L'INSPECTION DES I.C.P.E.

Les activités déclarées du site doivent être modifiées au niveau des rubriques 2020s-2-b et 1432-2-b pour prendre en compte les nouveaux matériels mis en place.

Sous réserve de la mise en œuvre effective des moyens techniques et organisationnels, prévus dans le dossier joint à la déclaration, les modifications déclarées, dont la durée de fonctionnement est inférieure à un an, n'entraînent pas une modification significative des conditions de fonctionnement de l'établissement ni de nouvel inconvénient notable pour le voisinage et l'environnement.

Elles doivent être considérées comme non substantielles.

Aussi, nous proposons à la préfecture de prendre acte des modifications déclarées, sous la forme d'un arrêté préfectoral complémentaire, pris en application des dispositions des articles R 512-31 et R 512-33 du code de l'environnement et modifiant l'article 1.4 "Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées" en ajoutant trois articles, relatifs à la prévention de la pollution des eaux, à la prévention de la pollution atmosphérique et à la gestion des déchets.



7 CONCLUSION.

Il est proposé aux membres du conseil département de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Gard de réserver une suite favorable à la demande ~~SA~~ LA ASSARAT SUD EST à Domazan, selon les dispositions du projet d'arrêté ci-joint.

L'inspecteur des installations classées,

Avis conforme,
A Nîmes, le 15 avril 2010
Le chef de l'unité territoriale Gard/Lozère,

